

VILLE  
DE  
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS  
Canton de Baume les Dames  
Arrondissement de Besançon  
**COMMUNE DE BAUME LES  
DAMES**  
(N°INSEE : 25047)

**Nombre de membres**

- En exercice : 29
- Présents : 21
- Votants : 26
- Ayant donné procuration : 5
- Absents : 3

**Date de convocation**

19/01/2024

**Date d'affichage**

01/02/2024

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance du 25 janvier 2024**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le VINGT-CINQ JANVIER à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de JANVIER.

**Etaient présents (21) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Emmanuelle WISSANG-GIRARD, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Emilie GOGAND, Florian CORDIER.

**Procurations données (5) :**

Laure THIEBAUT donne pouvoir à Dominique MISCHI  
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Maud BEAUQUIER donne pouvoir à Jean-Claude MAURICE  
Soazig BONFILS donne pouvoir à Marie-Christine DURAI  
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

**Absents (3) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Charline BARDEY

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Annie GIRARDAT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**Délibération n°A02/2024**

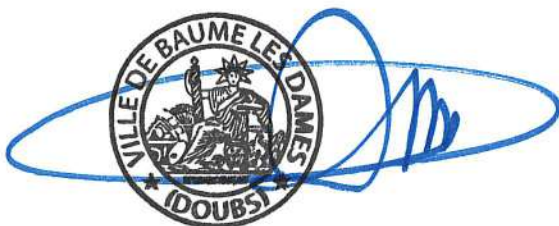
**Objet : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2023**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 décembre 2023.

**Vote du Conseil :**

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

Le Maire,  
Arnaud MARTHEY



Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

Berger  
Levrault

ID : 025-212500474-20240125-A02\_2024-DE



**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le DIX HUIT DECEMBRE à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de DECEMBRE.

**Etaient présents (17) :**

Arnaud MARTHEY, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLLOT, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Sébastien FERNIOT, Frédéric SERGENT, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER (départ à 22h00), Soazig BONFILS, Camille LIARD.

**Procurations données (8) :**

Marie-Christine DURAL donne pouvoir à Christian BASSENNE  
Laure THIEBAUT donne pouvoir Maud BEAUQUIER  
Emmanuelle WISSANG-GIRARD donne pouvoir à Camille LIARD  
Christelle LAMBERT donne pouvoir à Emilie GOGAND  
Christian LANIER donne pouvoir à Gérard GLEIZE  
Thomas VIGREUX donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Jean-Claude ALAMPI  
Florian CORDIER donne pouvoir à Jean-Marc VUILLEMIN

**Absents (4) :**

Jean-Claude MAURICE  
Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Charline BARDEY

Il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal. Madame Annie GIRARDAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées. Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**AFFAIRES GENERALES****101-2023 Information sur les décisions du Maire prises en vertu des délégations du Conseil Municipal****Délibération n°101/2023****Objet : Information sur les décisions du Maire prises en vertu des délégations du Conseil Municipal**

Dans le cadre de sa délégation, Monsieur le Maire informera le Conseil Municipal des décisions prises.

**Visas de la Préfecture pour les décisions suivantes :****Décision du Maire N°15/2023****Objet : Fourniture de sel de déneigement – ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE**

Suite à la consultation réalisée, Monsieur le Maire déclare adjudicataire la société ROCK (68000 MULHOUSE) dans le cadre de la fourniture de sel de déneigement pour un montant de 84.00 € HT la tonne. Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum de 20 000 € HT/an, qui sera conclu pour 1 an, renouvelable deux fois 1 an.

**Décision du Maire N°16/2023****Objet : Location et maintenance des photocopieurs – ATTRIBUTION DU MARCHE**

Suite à la consultation réalisée, Monsieur le Maire déclare adjudicataire la société BOURGOGNE REPRO (25000 BESANCON) dans le cadre du marché de location et d'entretien de 5 copieurs numériques multifonctions pour les services de la Mairie et de la Médiathèque. Le marché est conclu pour une période ferme du 01/01/2024 au 31/12/2026 pour un montant estimatif de location et consommation de 36 618.00 € HT sur la période (dont 5 868 € HT de location/an).

**Décision du Maire N°17/2023****Objet : Tarification et recouvrement des recettes pour le spectacle de Félix DHJAN du 16/02/24**

La Ville organise le spectacle « Nuances » de Félix DHJAN le vendredi 16 février 2024. Le tarif est fixé à 10€. Le recouvrement des recettes des inscriptions sera fait par le régisseur spectacle de la Ville et par le mandataire Weezevent. Le site internet Weezevent encaissera une commission de 0.99€ par billet vendu. Le mandataire transmettra un état des recettes à la Ville de Baume les Dames lors de l'achèvement des ventes.

**102-2023 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 9 novembre 2023**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 9 novembre 2023.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0



**I03-2023 Tarif Chaufferie de Mi Cour – Fourniture de chaleur 2021-2022**

Il s'agit de délibérer sur les tarifs relatifs à la fourniture de chaleur de la chaufferie de Mi-Cour.

Ces tarifs sont calculés chaque année en fonction de la consommation réalisée sur l'exercice écoulé et conformément au contrat de fourniture de chaleur validé en Conseil Municipal du 15/02/2012.

Les tarifs proposés seront appliqués pour la vente de chaleur réalisée en 2021 et 2022.

La tarification est décomposée en 2 redevances :

- **La redevance R1** (consommation) exprimée en €/Mwh :

Elle est calculée en fonction du prix du Mwh.

(Coûts annuels des combustibles bois+gaz / consommation annuelle livrée sous station)

Pour mémoire, la redevance R1 appliquée pour 2020 était de 54.15 € HT/Mwh

Après révision la redevance R1 passe à **82.74 € HT/Mwh**.

- **La redevance R2** (abonnement) exprimée en €/Kw souscrit en sous-station :

Elle est calculée en fonction du coût de l'électricité de fonctionnement de la chaufferie, de l'entretien nécessaire des installations, de la maintenance préventive, de l'assurance, des dotations aux amortissements, des frais financiers liés aux annuités d'emprunt.

Pour mémoire, la redevance R2 appliquée sur 2020 était de 108.57 HT/Kw.

Après révision la redevance passe à **167.12 € HT/Kw**.

**Il est proposé au Conseil Municipal de valider ces tarifs.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

**I04-2023 Dissolution du budget Chaufferie de Mi Cour au 31/12/2023**

Par délibération du 18/11/2010, le conseil municipal a autorisé la création d'un budget annexe CHAUFFERIE DE MI COUR, dans lequel est retracé toutes les dépenses et recettes afférentes à la production et vente de chaleur.

**Aujourd'hui, ce budget n'a plus lieu d'exister et il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer :**

- **Sur la dissolution du budget au 31/12/2023, les comptes seront donc arrêtés au 31/12/2023.**
- **D'accepter le transfert de l'actif et du passif au Budget principal**
- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant**

Pour information, les résultats du budget CHAUFFERIE DE MI COUR seront repris dans les comptes du budget principal au moment du vote du budget primitif 2024.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

**I05-2023 Transfert des résultats du budget annexe Assainissement - Délibération concordante CCDB**

**Cadre réglementaire et contexte des transferts financiers :**

L'arrêté préfectoral du 9 septembre 2022 a validé l'extension à la compétence assainissement collectif des compétences exercées à titre facultatif par la CCDB. Le service assainissement est un SPIC (service public industriel et commercial) ; il est ainsi soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives au SPIC dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

C'est pourquoi, il est admis que les résultats budgétaires des budgets annexes communaux, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou partie. Ce transfert doit donner lieu à délibérations concordantes de l'EPCI et des communes concernées. Ce principe de transfert des résultats des budgets annexes, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, a été inscrit dans la Charte des principes guides de la démarche du transfert des compétences Eau et Assainissement, approuvée par le Conseil communautaire du 24 février 2021 et par de nombreux conseils municipaux. Le transfert des excédents ou déficits a également été présenté lors des différentes réunions relatives au transfert de compétence (commission assainissement, COPIL) et lors des dernières réunions de secteurs à l'ensemble des communes concernées par le transfert de l'assainissement collectif.

Enfin, le budget primitif 2023 du budget annexe assainissement de la CCDB a été approuvé à l'unanimité par le Conseil communautaire du 5 avril 2023, en intégrant l'ensemble des excédents et déficits des budgets annexes assainissement des communes.

Les communes concernées sont celles qui disposent d'un budget annexe dédié à l'assainissement collectif (en effet, il n'est pas possible d'identifier de manière incontestable un résultat au sein du budget général de la commune).

Les comptes de gestion des communes concernées par le transfert étant édités par le Comptable public, les montants des excédents/déficits d'investissement et de fonctionnement sont arrêtés pour chaque budget.

Les écritures budgétaires à passer par les communes pour le transfert à la CCDB sont prévues par décision modificative dans chaque budget communal. Concernant le reversement du FCTVA 2023 (pour les communes concernées) sur les dépenses d'assainissement 2021 ou 2022, le reversement à la CCDB se fera sur la base de l'arrêté préfectoral de versement du FCTVA et de la délibération de la commune.

**Transfert des résultats du budget annexe assainissement de Baume les Dames :**

Les résultats à transférer sont les suivants :

Excédent de fonctionnement : 320 203,67€

Excédent d'investissement : 2 946 595,26€

Par délibération du 14 septembre dernier, la commune de Baume les Dames a décidé de reverser les montants suivants :

Excédent de fonctionnement : 320 203,67€

Excédent d'investissement : 2 217 132,18€



Concernant l'excédent d'investissement, la commune a décidé de soustraire un montant de 729 463,08€ à la participation de la ZAC de Champvans : participation de la concession d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage SEDIA.

En effet, faute d'accord sur ce sujet avec la CCDB sur la méthodologie de calcul de la participation, la commune a calculé le montant de cette dernière jusqu'à la fin de la concession en 2032, en appliquant les clés de répartition définies par une délibération du Conseil municipal du 28 mars 2013 qui fixait la répartition comme suit : 55% pour le budget général, 35% pour le budget annexe assainissement (eaux usées et eaux pluviales) et 10% budget annexe de l'eau potable.

Les discussions récentes entre la commune et la CCDB ont permis d'aboutir à un accord de principe politique sur une méthodologie de calcul : la participation de la CCDB à la concession d'aménagement serait établie sur la base des données réelles des travaux d'assainissement (eaux usées uniquement). Reste aujourd'hui à en définir les modalités juridiques pour sécuriser ce versement chaque année. Les travaux relèvent de la seule responsabilité de la commune.

Le versement de la contribution de la CCDB à la commune serait effectué chaque année ; un ajustement pourrait être opéré si nécessaire à l'issue de chaque tranche pluriannuelle de travaux. Il est donc prévu que les élus et services des 2 collectivités se rencontrent rapidement afin de définir le cadre juridique de la participation financière de la CCDB d'une part, et les modalités précises de calcul d'autre part. Il serait souhaitable que l'accord soit finalisé avant le 15 avril 2024, date de vote des budgets.

Lorsque la CCDB sera compétente en eau potable, elle participera également aux investissements relatifs à l'eau potable dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de Champvans, selon les mêmes principes et modalités que ceux définis pour l'assainissement. Dans un premier temps et au regard des avancées politiques sur ce sujet, il est proposé d'adopter une délibération concordante avec la délibération de la CCDB, actant le transfert des excédents suivants :

Excédent de fonctionnement : 320 203,67€

Excédent d'investissement : 2 217 132,18€

La présente délibération permettra ainsi de réaliser les écritures comptables correspondantes et de transférer les fonds à la CCDB avant le 31 décembre 2023.

Le transfert du reliquat de l'excédent d'investissement, de l'ordre de 650 000€ (montant de 729 463,08€ précité, déduction faite du montant 2023 qui sera décidé par la commune), pourra faire l'objet d'autres délibérations concordantes de la CCDB et de la Ville en 2024.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le transfert des résultats budgétaires suivants de la commune de Baume les Dames :**

**Excédent de fonctionnement : 320 203,67€**

**Excédent d'investissement : 2 217 132,18€**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

#### 106-2023 Budget GENERAL - Décision Modificative N°5

##### **FONCTIONNEMENT :**

###### Dépenses :

Inscription de crédits supplémentaires au chapitre 66 – charges financières, en raison de l'augmentation des taux d'intérêt des emprunts à taux variable.

Inscription de crédits au chapitre 68 – provisions pour créances douteuses (3705 €) et pour risque et charges (dossier APRR 25 000 €)

###### Recettes :

Augmentation des attributions de compensation (CCDB)

##### **INVESTISSEMENT :**

###### Dépenses – Recettes :

Inscription de crédits supplémentaires au chapitre 165 dépôts et cautionnements reçus, pour l'encaissement et le remboursement de la caution au locataire du bâtiment situé 8 rue de l'Industrie.

###### Virement de crédit :

- Du compte 1068 : diminution de l'excédent du budget Assainissement à réserver à la CCDB pour 659 463,08 € correspondant à 729 463,08 € investissements de la ZAC de Champvans déduction faite de la participation 2023 de 70 000 €)
- A l'opération 479 ZAC de Champvans

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 66 - Charges financières	9 000.00	chap 70 - 70323 Redevance APRR 2023	25 000.00
chap 68 - Dotation aux provisions	3 705.00	chap 73 - 73211 Attribution de compensation	12 705.00
chap 68 - Dotation aux provisions	25 000.00		
dépenses	37 705.00	recettes	37 705.00
		solde R-D	0.00
		Sur équilibre	748 139.02
		Sur équilibre après DM5	748 139.02

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 16 - 165 Dépôts et cautionnements reçus (remboursement)	800.00	chap 16 - 165 Dépôts et cautionnements reçus	800.00
1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés	-659 463.08		
op 479 - ZAC de Champvans	659 463.08		
dépenses	800.00	recettes	800.00
		Solde R-D	0.00

**Vote du Conseil :**  
**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

Envoyé en préfecture le 29/01/2024  
Reçu en préfecture le 29/01/2024  
Publié le  
ID : 025-212500474-20240125-A02\_2024-DE

**I07-2023 Budget COMPLEXE TOURISTIQUE – Décision Modificative N°1**

**FONCTIONNEMENT :**

**Dépenses :**

Il sera nécessaire d'inscription de crédits au chapitre 68 – dotations aux provisions pour créances douteuses

**Recettes :**

Le budget prendra en compte l'augmentation de la subvention d'équilibre versée par le budget général.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 68 - 681 - dotations aux provisions	7 200.00	chap 74 - subv d'exploitation (reversé du budget général)	7 200.00
dépenses	7 200.00	recettes	7 200.00
solde R-D			0.00

**Vote du Conseil :**  
**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

**I08-2023 Attribution d'une subvention au Comité des Fêtes pour les animations de Noël**

Le Comité des Fêtes a effectué une demande de subvention exceptionnelle pour les animations de Noël (concours de maisons en pain d'épices, balade en calèche...). **Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention globale de 100 € pour les animations de Noël portées par le Comité des fêtes.**

**Mesdames Emilie GOGAND et Camille LIARD ne prennent pas part au vote.**

**Vote du Conseil :**  
**Pour : 21 Contre : 0 Abstentions : 0**

**I09-2023 Subvention exceptionnelle Aliénor DAVAL**

Une demande de subvention a été formulée par le père d'Aliénor DAVAL, baumoise et ancienne joueuse de badminton au club BABADOUC. Cette prometteuse joueuse, licenciée aujourd'hui au Volant Bisontin, intègre cette année le Pôle Espoirs de Bourges qui possèdent des structures d'entraînements permettant un aménagement scolaire avec la pratique du badminton de haut niveau. L'entrée au Pôle Espoirs a un coût, environ 7500€ l'année.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 200 € à Aliénor DAVAL.**

**Vote du Conseil :**  
**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

**I10-2023 Subvention exceptionnelle à l'association Team Spirit Sport pour le Trail de la Vallée Baumoise 2023**

Une subvention exceptionnelle a été sollicitée par Team Spirit Sport en début d'année 2023 pour l'organisation du Trail de la Vallée Baumoise 2023. L'association a dû investir dans du matériel, particulièrement pour le nettoyage des chemins et pour les supports de communication pour la restauration. Le Trail s'organise en partenariat avec l'association de don d'organe et de tissu humain ADOT25.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 € à Team Spirit Sport pour l'organisation du trail de la Vallée Baumoise 2023.**

**Monsieur Julien BOILLOT ne prend pas part au vote.**

**Vote du Conseil :**  
**Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0**

**I11-2023 Révision des tarifs communaux**

Une erreur a été détectée dans la tarification mise en place sur l'année 2023 pour les cavurnes du cimetière. En effet, un cavurne acheté sur 15 ou 30 ans possède la même tarification.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter cette correction de tarifs et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents permettant le recouvrement de ces sommes.**

**CIMETIERE**

Concession pleine terre	15 ans	30 ans
1 - 2 personnes	100.00 €	180.00 €
Renouvellement	100.00 €	180.00 €
Caveau	15 ans	30 ans
Caveau réalisé par la Ville		
Concession 2 - 3 personnes	2 000 €	2 500 €
Renouvellement Concession 2 - 3 personnes	300 €	500 €
Concession 4 - 6 personnes	3 500 €	4 000 €
Renouvellement Concession 4 - 6 personnes	500 €	900 €



Columbarium	15 ans	30 ans
Nouvelle concession	1 000.00 €	
Renouvellement case columbarium Type A (mur)	300.00 €	400.00 €
Renouvellement case columbarium Type B (colonne)	800.00 €	1 200.00 €
Cavurne	15 ans	30 ans
Cavurne réalisé par la Ville		
Nouvelle concession	400 €	500 €
Renouvellement cavurne	400 €	500 €
Taxes funéraires	Montant	
Taxe de superposition du corps (pour toute inhumation supplémentaire au contrat de concession)	Exonération	
Enfant de 0 à 3 ans	30 ans	
Achat concession pleine terre taille enfant	Exonération	
Renouvellement concession pleine terre taille enfant	Exonération	
Dispersion des cendres au Jardin du Souvenir	Gratuit	

## DROITS DE PLACE

	OBJET	TARIFS
Foire à la demi-journée	Le Mètre linéaire	1.50 €
	Le véhicule alimentaire	20.00 €
Foire à la journée	Le Mètre linéaire	2.00 €
	Le véhicule alimentaire	30.00 €
Abonnement annuel du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (11 foires à la demi-journée + 1 foire annuelle)	Le Mètre linéaire	15€
	Le véhicule alimentaire	200 €
Cirque place Jean Ferrat inférieur à 500 m <sup>2</sup>		100.00 €
Cirque place Jean Ferrat supérieur à 500 m <sup>2</sup>		150.00 €
Frais de nettoyage pour cirque supérieur à 500 m <sup>2</sup>		80.00 €
Camion outillage		100.00 € / jour
Marché de Noël à l'Abbaye		25.00 €

## COMMUNICATION COMMUNALE

## • STRUCTURE A BANDEROLES

COMMUNICANT	TARIFS
Association baumoise (sans limitation dans la durée ni dans le nombre d'appositions)	gratuit
Entreprise baumoise	gratuit pour 1 semaine/an et au-delà 50 €/semaine (dans la limite de 3 par an sauf si disponibilités)
Entreprise baumoise adhérente à l'association Baume Bienvenue	gratuit pour 1 semaine/an et au-delà 30 €/semaine (dans la limite de 3 par an sauf si disponibilités)
Entreprise extérieure	100 €/semaine limité à 1 semaine/an
Association extérieure	50€/semaine limité à 1 semaine/an

Ordre de priorité d'affichage :

- association ou entreprise baumoise : suivant date de la demande sinon association baumoise puis entreprise baumoise,
- entreprise extérieure,
- association extérieure.

## PARKING BUS ET POIDS LOURDS

DUREE	TARIFS
Pour un an	350.00 €
Pour un semestre	250.00 €
Pour un trimestre	180.00 €
Pour un mois	70.00 €
Non restitution de la clé	15.00 €

A compter de la location d'une troisième place de stationnement et au-delà au bénéfice d'une même entreprise, le tarif annuel est fixé à 200 € par an pour chaque place louée.

**MUSEE**

CATEGORIE	
Adulte	3.00 €
Groupe	2.50 €
Enfant	1.50 €

**SPECTACLES**

TICKET	TARIFS
Ticket Jaune	2.00 €
Ticket Orange	5.00 €
Ticket Rouge	8.00 €
Ticket Violet	10.00 €
Ticket Blanc	15.00 €
Ticket Bleu	20.00 €
Ticket Rose (- 14 ans et invitations)	exonéré

Préventes aux mêmes tarifs que les tickets sur place.

**CAUTION CONTRE REMISE DE CLES**

ACCES AUX ESPACES COMMUNAUX FERMES PAR DES BARRIERES	TARIFS
Caution pour chaque remise de clé	50.00 €
Non restitution de la clé	50.00 €
Perte du cadenas	200.00 €

**FRAIS DE GARDIENNAGE DES EGLISES**

EGLISES	TARIFS
Eglise Saint Martin	340.00 €
Eglise Pierre et Paul	180.00 €

**LOCATIONS**

- SALLES MUNICIPALES**

DEMANDEUR	TARIFS
Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations et réunions à but non lucratif, ayant leur siège social à Baume les Dames	Gratuit
Gestion d'immeubles : syndicats bénévoles	Gratuit
Demi-journée ou soirée	40.00 €
Journée	60.00 €
Entreprise / auto-entrepreneur ayant leur siège social à Baume les Dames ou non, Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations n'ayant pas leur siège social à Baume les Dames : utilisation de créneaux réguliers pour proposer une activité de loisirs --> Tarif calculé sur 4 semaines par mois et 10 mois par an. Pas de réduction si pas d'utilisation pendant les petites et grandes vacances scolaires, ni lorsque l'utilisation commence en cours d'année. Paiement en début d'année scolaire (réservation de septembre à août).	Tarif horaire : 4€

Les locations ayant débuté avant le vote de ces tarifs conservent le tarif initial jusqu'au mois d'août 2023.

- ABBAYE**

DEMANDEUR	TARIFS
- Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations et réunions <u>si événement gratuit (pour les exposants et les visiteurs) sans buvette, sans vente.</u> - Événement à but caritatif	Gratuit
Collectivités, Etat, établissements publics et syndicats mixtes, associations et réunions <u>si événement payant (frais de location d'emplacements pour les exposants / entrée payante pour les visiteurs / mise en place d'une buvette / vente sur place...)</u>	Période estivale du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre : Forfait week-end (2 ou 3 jours) : 50 € Forfait semaine + week-end (7 jours) : 100 €  Période hivernale (du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars) : Forfait week-end (2 ou 3 jours) : 100 € Forfait semaine + week-end (7 jours) : 200 €
Installation de matériel et rangement par les Services Techniques (tables, chaises, panneaux...)	Forfait par événement : 50€



### • EQUIPEMENTS SPORTIFS

Pour les associations extérieures à Baume les Dames :

EQUIPEMENT	TARIFS A L'HEURE	TARIFS A LA DEMI-JOURNEE	TARIFS A LA JOURNEE
Gymnase Europe	20.00 €	50.00 €	80.00 €
Gymnase Laroche	20.00 €	50.00 €	80.00 €
Structure Artificielle d'Escalade	20.00 €	50.00 €	80.00 €
Terrain Synthétique	15.00 €	40.00 €	70.00 €
Terrain de Rugby	10.00 €	25.00 €	40.00 €
Terrain Honneur gazon	Pas de location		
Salle de convivialité	10.00€	25.00€	40.00 €

Toute réservation n'est effective que lorsque la convention de location a été retournée signée et accompagnée du règlement. Toute annulation de location dans les 15 jours qui précèdent la date de l'événement entraînera tout de même la facturation (hormis cas de force majeure prévue par la loi).

### • LOCAUX INDUSTRIELS ET BUREAUX le m<sup>2</sup>/an

LOCAUX	TARIFS
Bureaux en état commun d'entretien	42.00 €
Ateliers	35.00 €
Bureaux et assimilés en bon état	66.00 €
Remise de 25% sur ces tarifs pour les Collectivités Territoriales et Associations locales	

### • GARAGES / STOCKAGE

LOCAUX	TARIF MENSUEL
Garages	30.00 €

ESPACES A CIEL OUVERT €/m <sup>2</sup>	TARIF MENSUEL	TARIFS/ mois
Lieu de dépôt à ciel ouvert non clôturé	6,00 €	0,50 €
Espaces de stationnement non couvert	9,60 €	0,80 €

### MEDIATHEQUE

Les tarifs de la Médiathèque pour le Public sont définis par le règlement intérieur :

#### Droits de prêt :

Individuel : 10 documents papier pour 4 semaines, 2 DVD pour 2 semaines

Collectivité : 25 documents papier, 5 CD (pas de DVD, diffusion aux groupes interdite) pour 4 semaines.

#### Abonnements :

Abonnements	Baumois	Extérieurs
Adulte, Enfant	5.00€	10.00€
Collectivités, associations, foyers	20.00€	25.00€
Écoles	Gratuit	25.00€
Assistante Maternelle (si la personne a déjà un abonnement personnel payant)	Gratuit (exclusivement albums jeunesse)	/
Carte avantages jeunes	Gratuit	Gratuit

#### Divers :

Impression ou photocopie : 0.20€ / feuille pour le Noir & Blanc et 0.40€ / feuille pour la couleur. Carte perdue : 2.00 €. Document perdu ou endommagé : coût du remplacement suivant forfait. Accès Internet : inclus dans l'abonnement. Animation pour une structure extérieure : 36.00€ / heure (temps de préparation inclus)

### TARIFS DIVERS

Forfait	TARIFS
Impression du dossier Urbanisme	15.00 €
Tarification horaire des agents (nettoyage déchets sauvages, remise en état...)	35.0

#### Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

**112-2023 Fixation de la rémunération et des agents recenseurs – Recensement 2024**

La dotation forfaitaire destinée à être versée à la commune au titre de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement pour la période du 18 janvier au 17 février 2024 s'élèvera à 9 778 €.

Pour assurer le recensement de la population, il convient de recruter 12 agents recenseurs (1 par district / 12 districts composés d'un maximum 300 foyers) et que ces agents seront recrutés pour les seuls besoins et la durée de l'enquête et qu'ils seront rémunérés au forfait.

L'agent recenseur aura pour missions essentielles :

- d'identifier les logements dans le secteur qu'il doit recenser ;
- de distribuer et collecter les imprimés destinés aux administrés ;
- de classer et numérotter ces imprimés puis de remplir des bordereaux de synthèse.

Pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- rémunération attachée à l'acte.

**Vu le code général des collectivités territoriales**

**Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;**

**Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;**

**Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,**

**Il est proposé à l'assemblée délibérante :**

- **d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au recrutement de 12 vacataires pour une durée allant du 04/01/2024 au 29/02/2024 pour les opérations de recensement de la population ;**
- **de fixer la rémunération comme suit :**
  - o **Forfait fixe de 800 euros nets couvrant les frais de formation et les frais de déplacement pour tous les secteurs confondus ;**
  - o **Un complément de 100 euros nets en fonction de la difficulté du district ou du nombre de logements recensés.**
- **d'autoriser Monsieur le Maire à signer les différents actes, documents et pièces à intervenir dans ce recrutement.**

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

**113-2023 Approbation de la liste des dossiers DETR 2024**

Dans le cadre des mesures destinées à soutenir l'investissement local, le gouvernement a décidé de soutenir les projets d'investissements des communes par le biais de la Dotation d'Équipements des Territoires Ruraux (DETR).

La Ville de Baume les Dames sollicite la DETR pour les projets listés ci-après :

Intitulé du projet	Montant de l'opération HT	Montant de DETR
Réalisation d'un pôle multimodal et d'un ouvrage de stationnement	900 000 €	270 000 €
Ouvrage de stationnement - Rue Ernest Nicolas	300 000 €	90 000 €
Requalification urbaine et paysagère des espaces publics du centre-ville - PLACE DE LA REPUBLIQUE/DE GAULLE/LOI	1 111 350 €	333 405 €
Renouvellement de matériel informatique (mairie)	6 010 €	1 803 €

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la liste de dossiers DETR 2024 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

**114-2023 Plan de financement pour le renouvellement du matériel informatique**

Le parc informatique de la Ville de Baume les Dames est renouvelé partiellement chaque année.

En 2024, il sera nécessaire de prévoir l'achat de :

- Trois ordinateurs portables (2 pour France Services / Service passeports et 1 pour le foncier) ;
- Deux ordinateurs fixes avec écrans (état-civil et sécurité publique) ; Une subvention DETR va être sollicitée pour ce renouvellement. Voici le plan de financement proposé :

DEPENSES (HT)		RECETTES (HT)	
3 ordinateurs portables	3 300,00 €	Autofinancement	4 207,00 €
2 ordinateurs fixes + 2 écrans	2 710,00 €	DETR (30%)	1 803,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 010,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>6 010,00 €</b>

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ce plan de financement et d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter et percevoir une subvention au titre de la DETR.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**



# COMMANDE PUBLIQUE

Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

ID : 025-212500474-20240125-A02\_2024-DE



## 115-2023 Marché d'assurances : dommages aux biens et risques annexes

Le marché d'assurance de la Ville concernant l'assurance multirisques du patrimoine mobilier et immobilier arrive à expiration le 31 décembre 2023 suite à la résiliation du titulaire actuel GROUPAMA.

Une consultation pour le renouvellement du marché a été réalisée selon une procédure adaptée. La publicité a été faite dans le BOAMP, sur le site de la ville et sur la plateforme de dématérialisation achat public.

Les critères de jugement sont :

- La nature des garanties : 50 %
- La tarification : 40 %
- La capacité de gestion : 10 %

Aucune offre n'ayant été reçue, la commission MAPA du 11 décembre 2023 déclare la procédure infructueuse et propose de relancer une consultation prochainement.

**Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de l'avis de la commission MAPA du 11 décembre 2023.**

**Monsieur le Maire précise que les résiliations des assureurs auprès des communes sont un problème national, évoqué régulièrement en préfecture et par l'Association des Maires de France. Les communes n'auront que deux solutions : soit s'auto-assurer soit subir des contrats avec des cotisations très élevées.**

## 116-2023 Avenant n°1 relatif au lot 1 – Places de l'Abbaye et de la République – Travaux de renouvellement et création de canalisations eau potable et assainissement

La Ville a signé en date du 12/07/2022 un marché relatif aux travaux de renouvellement et création de canalisations eau potable et assainissement - Lot n°1 : Places de la République et de l'Abbaye, avec le groupement SOGEA FRANCHE-COMTE/CLIMENT TP. Le présent avenant n°1 a pour objet la mise à jour du bordereau des prix unitaires par l'introduction de prix nouveaux suite à des adaptations de chantier.

- Les articles ajoutés au bordereau de prix unitaire sont les suivants :

	Désignation	PU € HT
34	<b>SONDAGES SOUS SURVEILLANCE ARCHEOLOGIQUE</b> Ce prix rémunère, au mètre cube, la réalisation de sondages de reconnaissances des réseaux existants sous la surveillance d'un archéologue de l'INRAP. Il comprend l'amenée à pied d'œuvre du matériel nécessaire aux terrassements manuels ou à l'aspiratrice, la mise en stock provisoire des déblais à côté de la fouille, puis la reprise, le chargement et l'évacuation des déblais et toutes sujétions de fourniture et de main d'œuvre. <b>Le mètre cube (prix en lettres) : trois cent quatre-vingts euros</b>	380,00
35	<b>PLUS-VALUE AU PRIX N°9 POUR TERRASSEMENT SUR RESEAU AEP EXISTANT</b> Ce prix rémunère, au mètre linéaire, la plus-value au prix n°9 pour le terrassement en technique douce sur le réseau AEP existant. Il comprend l'amenée à pied d'œuvre du matériel nécessaire aux terrassements manuels ou à l'aspiratrice, l'évacuation des déblais et toutes sujétions de fourniture et de main d'œuvre. <b>Le mètre linéaire (prix en lettres) : quatre-vingt-quinze euros</b>	95,00
36	<b>DEPOSE DE CANALISATION EXISTANTE</b> Ce prix rémunère, au mètre linéaire, la dépose de la canalisation AEP existante. Il comprend l'amenée à pied d'œuvre du matériel nécessaire, le sciage de la canalisation en tronçon, le chargement, l'évacuation vers une décharge agréée et toutes sujétions de main d'œuvre. <b>Le mètre linéaire (prix en lettres) : trente-cinq euros</b>	35,00
37	<b>PERCEMENT MANUEL DE L'OVOÏDE</b> Ce prix rémunère, à l'unité, l'exécution du perçement du réseau ovoïde existant pour le passage d'une canalisation de diamètre nominal 200 mm. Il comprend notamment le perçement des parois par démontage soigné et manuel des pierres maçonnées, leur stockage à proximité du chantier et l'évacuation à la décharge des produits excédentaires. <b>L'unité (prix en lettres) : deux cent quatre-vingt-dix euros</b>	290,00
38	<b>FOURNITURE ET POSE D'UNE BUSE ACIER DN 200</b> Ce prix rémunère, au mètre, la fourniture et la pose d'une canalisation en acier de diamètre nominal 200 mm au travers du réseau ovoïde existant. Il comprend la fourniture à pied d'œuvre de la canalisation acier, les coupes de tuyaux, l'épuisement et le pompage éventuels, le calage et l'enrobage, la fourniture à pied d'œuvre et la pose du grillage avertisseur détectable de couleur bleu et toutes sujétions de fourniture et de main d'œuvre. <b>L'unité (prix en lettres) : trois cent trente euros</b>	330,00

39	<b>HABILLAGE EN PIERRES MACONNEES AUTOUR DU BUSAGE DE L'OVOIDE</b> Ce prix rémunère, à l'unité, l'habillage en pierres maçonnées autour du busage de l'ovoide. Il comprend le façonnage du masque autour de la canalisation acier par la maçonnerie des pierres stockées lors du démontage à l'aide de mortier. <b>L'unité (prix en lettres) : quatre cent quatre-vingts euros</b>	480,00
40	<b>ENDUIT BICOUCHE A L'EMULSION POUR REPRISE DE FOUILLES</b> Ce prix rémunère, au mètre carré, l'exécution d'un enduit bicouche à l'émulsion pour reprise des fouilles à l'émulsion de bitume 65 %, 1 <sup>ère</sup> couche 2,5 kg/m <sup>2</sup> d'émulsion, 10 l/m <sup>2</sup> de granulats calcaires 6/10 lavés, 2 <sup>ème</sup> couche 1,5 kg/m <sup>2</sup> d'émulsion, 6 l/m <sup>2</sup> de granulats calcaires 4/6 lavés, y compris la fourniture, le transport, la mise en œuvre de tous les constituants ainsi que le cylindrage, le balayage et toutes sujétions. <b>Le mètre carré (prix en lettres) : neuf euros et cinquante centimes</b>	9,50
41	<b>TIRAGE DE BRANCHEMENT</b> Ce prix rémunère, au mètre linéaire, la mise en œuvre d'une canalisation en PEHD de DN 25 mm en lieu et place d'un branchement AEP particulier existant par tirage au câble. Il comprend l'amenée du matériel nécessaire, la main d'œuvre et toutes sujétions. <b>Le mètre linéaire (prix en lettres) : cent cinq euros</b>	105,00

Les prix sont établis au mois « zéro » du marché. L'index de référence est TP10a pour tous les prix.

**Il est proposé au Conseil Municipal de suivre l'avis de la commission MAPA du 11 décembre 2023 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

## Aménagement / urbanisme / cadre de vie

### 117-2023 Autorisation à l'EPF de rétrocession bâtiments de la ZA Necchie aux entreprises

**Objet :** Demande de revente partielle des biens en portage foncier à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC (EPF) aux entreprises SBCI, Faivre et Droz, ou toute entité pouvant se substituer lors de l'acte de vente.

#### **Exposé des motifs :**

Le Maire expose au Conseil municipal que la commune a sollicité l'EPF dans le cadre d'un portage foncier en vue de réaliser la rétrocession des bâtiments de la friche industrielle « tiers-lieu Necchie » sise rue de l'industrie- 25110 Baume les Dames.

Les conditions générales d'intervention de l'EPF sont régies par les articles du code de l'urbanisme, et précisées par son règlement intérieur. Une convention opérationnelle, qui fixe les conditions particulières de l'opération, a été conclue entre la commune et l'EPF. Suite à la signature de la convention opérationnelle n° 386, délibération du Conseil municipal n° J20/2022 du 12/12/2022, la mairie de Baume les Dames a confié à l'EPF la gestion, négociation, acquisition et revente pour le compte de la commune les biens suivants :

**Rétrocession partielle de l'acquisition SCI LA BAUMOISE et LA BOULERAIE dans le cadre de la rétrocession partielle de l'opération n°386 intitulée "Tiers-lieu Necchie", portage pour le compte de la commune de Baume les Dames (25)**

Suivant adjudication en date du 16 mars 2023, l'EPF a acquis une propriété bâtie sise 2, 4 et 6 rue de l'industrie, pour le compte de la commune de Baume les Dames, il s'agit des parcelles cadastrées :

- section AL numéro 12 d'une contenance de 21a 15ca
- section AL numéro 281 d'une contenance de 2a 02ca
- section AL numéro 284 d'une contenance de 5a 71ca
- section AL numéro 289 d'une contenance de 25ca
- section AL numéro 299 d'une contenance de 4ca
- section AL numéro 302 d'une contenance de 11ca
- section AL numéro 304 d'une contenance de 6a 79ca
- section AL numéro 345 d'une contenance de 7a 40ca
- section AL numéro 371 d'une contenance de 15ca
- section AL numéro 372 d'une contenance de 48a 69ca
- section AL numéro 282 d'une contenance de 19a 55ca
- section AL numéro 285 d'une contenance de 15a 92ca
- section AL numéro 286 d'une contenance de 12ca
- section AL numéro 288 d'une contenance de 10ca
- section AL numéro 291 d'une contenance de 5ca

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix de 350 000.00 euros.

Une première division parcellaire est en cours d'enregistrement pour nouvelle numérotation. Il s'agit des divisions suivantes :

La parcelle section AL numéro 12 d'une contenance de 21a 15ca est devenue :

- section AL numéro "a" d'une contenance de 15a 64ca
- section AL numéro "b" d'une contenance de 40ca
- section AL numéro "c" d'une contenance de 4a 85ca
- section AL numéro "d" d'une contenance de 26ca



La parcelle section AL numéro 282 d'une contenance de 19a 55ca est devenue :

- section AL numéro "e" d'une contenance de 13a 30ca
- section AL numéro "f" d'une contenance de 2a 05ca
- section AL numéro "g" d'une contenance de 65ca
- section AL numéro "h" d'une contenance de 68ca
- section AL numéro "i" d'une contenance de 2a 84ca
- section AL numéro "j" d'une contenance de 1ca
- section AL numéro "k" d'une contenance de 2ca

La parcelle section AL numéro 285 d'une contenance de 15a 92ca est devenue :

- section AL numéro "l" d'une contenance de 11a 42ca
- section AL numéro "m" d'une contenance de 3a 97ca
- section AL numéro "n" d'une contenance de 52ca
- section AL numéro "o" d'une contenance de 1ca

La parcelle section AL numéro 291 d'une contenance de 5ca est devenue :

- section AL numéro "p" d'une contenance de 4ca
- section AL numéro "q" d'une contenance de 1ca

La parcelle section AL numéro 304 d'une contenance de 6a 79ca est devenue :

- section AL numéro "r" d'une contenance de 6a 38ca
- section AL numéro "s" d'une contenance de 16ca
- section AL numéro "t" d'une contenance de 24ca
- section AL numéro "u" d'une contenance de 1ca

La parcelle section AL numéro 345 d'une contenance de 7a 40ca est devenue :

- section AL numéro "v" d'une contenance de 7a 33ca
- section AL numéro "w" d'une contenance de 1ca
- section AL numéro "z" d'une contenance de 6ca

Par courriel du 13/06/2023, la commune de Baume les Dames a fait connaître son souhait de voir rétrocéder :

Au profit de la **SCI des Chardonnerets (DROZ)** les biens suivants :

- B section AL numéro "l" d'une contenance de 11a 42ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 285 d'une contenance de 15a 92ca
- B section AL numéro 284 d'une contenance de 5a 71ca
- B section AL numéro 281 d'une contenance de 2a 02ca
- B section AL numéro 289 d'une contenance de 25ca
- section AL numéro 288 d'une contenance de 10ca
- section AL numéro "p" d'une contenance de 4ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 291 d'une contenance de 5ca
- B section AL numéro "q" d'une contenance de 1ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 291 d'une contenance de 5ca
- section AL numéro 286 d'une contenance de 12ca
- B section AL numéro "h" d'une contenance de 68ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 282 d'une contenance de 19a 55ca
- section AL numéro "i" d'une contenance de 2a 84ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 282 d'une contenance de 19a 55ca
- section AL numéro "s" d'une contenance de 16ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 282 d'une contenance de 6a 79ca

L'objet de cette rétrocession est conforme à l'objet de la convention opérationnelle signée entre l'EPF et la commune de Baume les Dames en date du 3 janvier 2023 à savoir : maîtriser le foncier de l'opération intitulée "Tiers-lieu Necchie " dans le cadre d'une opération de développement économique.

Selon l'article 3 de la convention opérationnelle citée ci-dessus, la commune de Baume les Dames s'engage notamment à racheter ou garantir le rachat des biens acquis par l'EPF en fin de période de portage conformément aux conditions du règlement intérieur.

Le règlement intérieur dans son article 8-1 indique que le prix de rétrocession est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage.

Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versée aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...).

En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien.

De ce fait, cette rétrocession doit avoir lieu au prix d'acquisition hors taxes de **57 780€**, soit environ 37.70€/m<sup>2</sup> pour le bâti et environ 5.77€/m<sup>2</sup> pour le non bâti.

France domaine a émis un avis le 15/11/2023 référencé 2023-25047-84486 et ci-annexé.

En sus, le cas échéant, taxes, frais et indemnités de toutes sortes dont la liste non exhaustive est rappelée ci-après (article 8-1 du règlement intérieur de l'EPF).



Par courriel du 13/06/2023, la commune de Baume les Dames a fait connaître son souhait de voir rétrocéder au profit de la **SCI AV Lutèce (SBCI)** les biens suivants :

- section AL numéro "m" d'une contenance de 3a 97ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 285 d'une contenance de 15a 92ca
- section AL numéro "e" d'une contenance de 13a 30ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 282 d'une contenance de 19a 55ca
- section AL numéro "f" d'une contenance de 2a 05ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 282 d'une contenance de 19a 55ca
- section AL numéro "r" d'une contenance de 6a 38ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 304 d'une contenance de 6a 79ca
- section AL numéro "c" d'une contenance de 4a 85ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 12 d'une contenance de 21a 15ca
- section AL numéro "b" d'une contenance de 40ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 12 d'une contenance de 21a 15ca
- section AL numéro 302 d'une contenance de 11ca
- section AL numéro 299 d'une contenance de 4ca
- section AL numéro "w" d'une contenance de 1ca issue de la parcelle actuellement cadastrée section AL numéro 345 d'une contenance de 7a 40ca

L'objet de cette rétrocession est conforme à l'objet de la convention opérationnelle signée entre l'EPF et la commune de Baume les Dames en date du 3 janvier 2023 à savoir : maîtriser le foncier de l'opération intitulée "Tiers-lieu Necchie" dans le cadre d'une opération de développement économique.

Selon l'article 3 de la convention opérationnelle citée ci-dessus, la commune de Baume les Dames s'engage notamment à racheter ou garantir le rachat des biens acquis par l'EPF en fin de période de portage conformément aux conditions du règlement intérieur.

Le règlement intérieur dans son article 8-1 indique que le prix de rétrocession est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage.

Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versées aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...).

En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien.

De ce fait, cette rétrocession doit avoir lieu au prix d'acquisition hors taxes de **104 202,80**, soit environ 37.70€/m<sup>2</sup>.

France domaine a émis un avis le 15/11/2023 référencé 2023-25047-84486.

En sus, le cas échéant, taxes, frais et indemnités de toutes sortes dont la liste non exhaustive est rappelée ci-après (article 8-1 du règlement intérieur de l'EPF).

Par courriel du 13/06/2023, la commune de Baume les Dames a fait connaître son souhait de voir rétrocéder au profit de la **SAS du Tartre (Faivre)** le bien suivant :

- section AL numéro 371 d'une contenance de 15ca
- section AL numéro 372 d'une contenance de 48a 69ca

L'objet de cette rétrocession est conforme à l'objet de la convention opérationnelle signée entre l'EPF et la commune de Baume les Dames en date du 3 janvier 2023 à savoir : maîtriser le foncier de l'opération intitulée "Tiers-lieu Necchie" dans le cadre d'une opération de développement économique.

Selon l'article 3 de la convention opérationnelle citée ci-dessus, la commune de Baume les Dames s'engage notamment à racheter ou garantir le rachat des biens acquis par l'EPF en fin de période de portage conformément aux conditions du règlement intérieur.

Le règlement intérieur dans son article 8-1 indique que le prix de rétrocession est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage.

Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versées aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...).

En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien.

De ce fait, cette rétrocession doit avoir lieu au prix d'acquisition hors taxes de **102 078,94 €**, soit environ 30.06€/m<sup>2</sup>.

France domaine a émis un avis le 15/11/2023 référencé 2023-25047-84486.

En sus, le cas échéant, taxes, frais et indemnités de toutes sortes dont la liste non exhaustive est rappelée ci-après (article 8-1 du règlement intérieur de l'EPF).

Selon l'article 3 de la convention opérationnelle citée ci-dessus, la commune de Baume les Dames s'engage notamment à racheter ou garantir le rachat des biens acquis par l'EPF en fin de période de portage conformément aux conditions du règlement intérieur.

Le règlement intérieur dans son article 8-1 indique que le prix de rétrocession est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage.

Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versées aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...).

En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien.

Le projet de revente des biens aux entreprises la commune de Baume les Dames étant sur le point de se réaliser, il est donc proposé au conseil municipal de demander à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC, la rétrocession des biens indiqués ci-dessus. La rétrocession s'effectuera au profit des entreprises.

Elle aura lieu moyennant le prix d'acquisition payé par l'EPF majoré des frais engagés : frais d'adjudication, frais de géomètre pour la division parcellaire, frais de notaire, et le prorata de la taxe foncière de 2023 et 2024.



Le cas échéant, une taxe sur la valeur ajoutée pourra être appliquée.

Au cas où l'avis d'imposition de la taxe foncière pour l'année en cours viendrait à être appelé auprès de l'EPF, la commune s'engage à rembourser cette taxe à l'EPF à première demande, ainsi que les frais éventuels qui seraient régies par l'EPF postérieurement à l'acte notarié de rétrocession.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :**

- de demander à l'EPF la rétrocession aux entreprises citées ci-dessus des biens en portage aux prix et conditions visés ci-dessus,
- de garder les biens destinés à la mairie de Baume les Dames en portage EPF.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0**

### I18-2023 Approbation de l'AVAP et de la MEC PLU AVAP

La Ville de Baume les Dames possède un patrimoine urbain, architectural et paysager de qualité. Expression de son identité et de son histoire, ce patrimoine participe fortement à l'attractivité touristique de la commune et constitue un élément incontournable du cadre de vie des Baumoises ; d'où l'importance de le connaître, de le comprendre afin de le préserver, de le mettre en valeur, de favoriser sa réappropriation et d'accompagner dans leur mutation les secteurs porteurs ou situés à proximité de ce patrimoine.

Dans cette optique, en continuité des actions de mise en valeur du patrimoine déjà opérées (réhabilitation de l'Abbaye, aménagement de l'ancien tribunal en médiathèque) et parallèlement aux projets de requalification du Centre ancien (Ilot Saint Vincent, Place de la République, Place de l'Abbaye), la commune de Baume les Dames a décidé lors de son conseil municipal du 27 août 2014 la mise à l'étude d'une Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

L'AVAP est un instrument dédié à la qualité architecturale, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains, avec une prise en compte renforcée des enjeux de développement durable. Elle concourt à l'embellissement du cadre de vie et participe au développement de l'attractivité touristique, commerciale, culturelle et immobilière de la commune.

Elle présente également l'intérêt d'être dotée d'une instance consultative, la Commission locale de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP), chargée du suivi de sa conception et de sa mise en œuvre. Elle associe ainsi élus, services de l'Etat et personnalités qualifiées au titre de la protection du patrimoine et d'intérêts économiques locaux.

Le bilan de la concertation avec le public et l'arrêt du projet ont été adoptés en 2016.

La procédure de mise en compatibilité du PLU a été mise en attente le temps de procéder à une modification approfondie du Plan Local d'Urbanisme. La procédure de mise en compatibilité a pu reprendre en 2019 suite à l'approbation de la modification.

La finalisation de l'AVAP nécessita que trois procédures soient menées concomitamment :

- Celle relative à la mise en compatibilité du PLU par Déclaration de Projet (articles L.153-54 et L300-6 du code de l'urbanisme) – (MECDP)
- Celle concernant la création de l'AVAP (anc. article L.642-3 du code du Patrimoine)
- Celle se rapportant à la modification du périmètre de protection des abords des Monuments Historiques (article L621-31 du code du patrimoine) (PDA)

La période d'arrêt de la procédure avait permis aux services instructeurs (Ville et services des Architectes des Bâtiments de France) de tester le règlement, de s'exercer et de voir que sur certains points il était nécessaire de faire des ajustements et d'adapter le règlement sans pour autant en modifier la philosophie. Une notice de présentation établissant la liste des modifications à apporter après l'enquête publique au projet de règlement de l'AVAP avait été annexée au projet d'AVAP par délibération en date du 20 janvier 2022.

Afin de mener à terme ces procédures une enquête publique unique a été organisée par la Commune de Baume-Les-Dames, suite à la délégation du Préfet de sa compétence d'autorité organisatrice à la Commune pour le volet « Périmètres Délimités des abords des monuments historiques ».

L'ensemble du dossier, regroupant les trois procédures, a reçu un avis favorable de la Commissaire Enquêtrice et de la Commission Locale de l'AVAP.

Le préfet a également donné son accord à la création de l'AVAP en date du 10 novembre 2023.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L621-30-1 et L642-1 à 642-10 ;

Vu l'article 114 alinéa 2 de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L122-4 et R122-17 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L300-2 et R123-15 ;

Vu la délibération du 27 août 2014 portant mise à l'étude d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la commune de Baume-les-Dames ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2016 portant engagement d'une étude de modification des périmètres de protection des abords des Monuments Historiques ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 juin 2016 portant dispense d'évaluation environnementale ;

Vu l'avis de la Commission Locale de l'AVAP (CLAVAP) en date du 23 août 2016 ;

Vu la délibération n°H10/2016 du conseil municipal en date du 22 septembre 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet d'AVAP ;

Vu le renouvellement de la composition de la CLAVAP par délibération n°I03/2020 en date du 12 octobre 2020 ;

Vu la délibération n°J36/2021 en date du 2 décembre 2021 autorisant le Préfet à déléguer à la commune de Baume les Dames l'Enquête Publique de modification du Périmètre Délimité des Abords ;

Vu la délibération n°A08/2022 en date du 20 janvier 2022 autorisant la modification du Périmètre Délimité des Abords des Monuments Historiques ;

Vu la délibération n°A07/2022 en date du 20 janvier 2022 annexant au projet d'AVAP la notice de présentation des modifications à apporter après enquête publique ;

Vu l'enquête publique conjointe qui s'est déroulée du 20 juin 2022 au 20 juillet 2022 et portant sur la création d'une Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de BAUME LES DAMES, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme et la modification des périmètres délimités des abords des monuments historiques ;



Vu le rapport et les conclusions avec avis favorable de la commissaire enquêtrice en date de la délibération ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale de l'AVAP après enquête publique en date du 19 août 2022 et annexés à la délibération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22-731BAG en date du 16 décembre 2022 portant création d'un périmètre délimité des abords sur la commune de BAUME LES DAMES autour des monuments historiques situés dans le centre ancien ;

Vu la délibération n°C19/2023 en date du 28 mars 2023 arrêtant le projet après l'enquête publique ;

Vu l'accord du Préfet en date du 10 novembre 2023 ;

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- d'approuver le projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec l'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

#### Informations :

Le dossier AVAP est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et horaires d'ouverture habituels.

La présente délibération sera exécutoire à compter de la date à laquelle aura été effectuée la dernière des formalités ci-après :

- La réception en préfecture de la délibération d'approbation accompagnée du dossier AVAP ;
- L'accomplissement des mesures de publicité : affichage en mairie et mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département

Monsieur le Maire remercie Madame Sylviane MARBOEUF et les services pour ce travail enfin terminé, après plus de 8 ans de réflexion pour valider l'AVAP.

Monsieur le Maire ajoute que c'est un changement de philosophie qui va permettre de contribuer à la préservation du patrimoine. La Ville passe de règles pas toujours adaptées à un règlement plus clair et précis selon le type de bâtiments.

#### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

#### 119-2023 Cessions des silos Legrand à SYSCOBOIS

Préalablement, le démantèlement des silos rue des Libellules avait fait l'objet d'une étude dont notamment une demande de devis auprès d'une entreprise de démolition s'élevant à 21 600 € TTC.

En parallèle, l'entreprise SYSCOBOIS propose de récupérer les silos, les cyclofiltres et le système extérieur pour les réutiliser dans leur activité à la ZAC de Bois Carré. Cette société s'engage également à vider les silos, à démanteler les silos et la chaufferie, à démolir les soubassements en ciment et à évacuer l'ensemble afin de laisser une plateforme libre de tous matériaux. Cette proposition permettrait de promouvoir un projet d'économie circulaire, les matériaux existants étant réutilisés et rénovés et ce sur un même secteur pour un bilan carbone maîtrisé.

**Il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la cession sans soulte à l'entreprise SYSCOBOIS, charge à cette dernière d'effectuer les travaux de démantèlement à ses frais et dans les règles de l'art notamment pour la gestion des déchets et matériaux,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

#### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

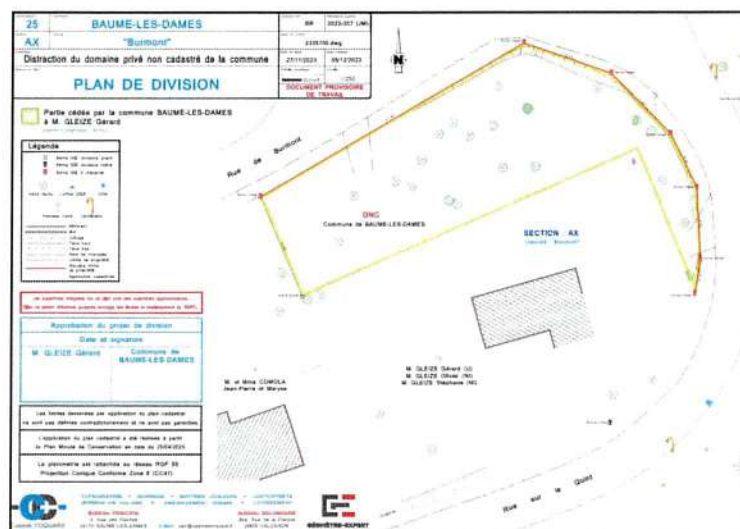
#### 120-2023 Désaffectation et déclassement du Domaine Public – rue de Burmont et rue des Chardonnerets

En vue de projets de cessions, il convient au préalable de procéder au déclassement du domaine public des terrains ci-après.

En effet, conformément à l'article L.2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les biens appartenant à une personne publique qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public, font partie du domaine public. Ces terrains n'ayant plus d'usage direct du public et dans le cadre des projets de cession de ces terrains d'aisance (terrains non constructibles), il est nécessaire de procéder au déclassement du Domaine public. Cette portion de foncier sera ainsi intégrée au domaine privé de la Commune.

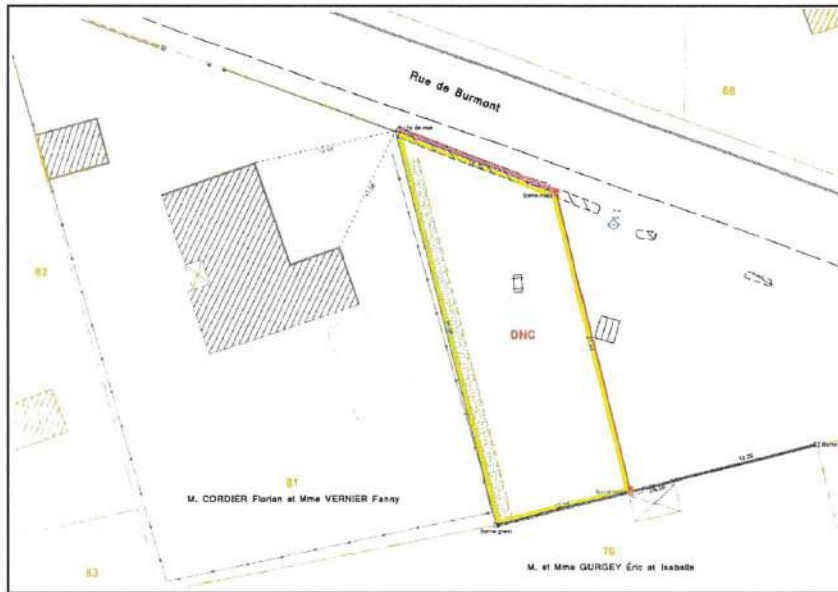
Les terrains concernés par ces déclassements sont les suivants :

- o terrain non cadastré (en jaune sur le plan), sis Rue de Burmont et appartenant au Domaine public :

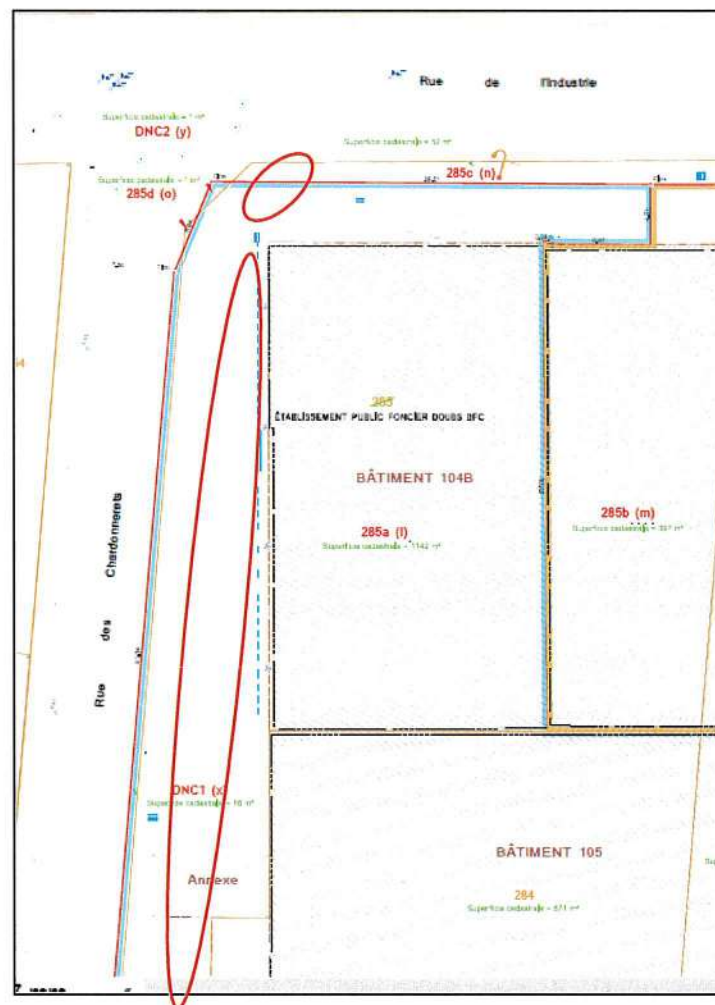




- terrain non cadastré, rue de Burmont, matérialisé en jaune sur le plan ci-dessous d'une surface de 400 m<sup>2</sup> :



- de deux petites emprises AL DNC1-x (16m<sup>2</sup>) et AL DNC2-x (1m<sup>2</sup>), rue des Chardonnerets, repérées, ci-dessous, par un contour en rouge (selon le document d'arpentage) :



Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation des portions de foncier, en ce qu'elles ne sont plus utilisées par le public,
- D'en prononcer le déclassement du domaine public et de les intégrer au domaine privé communal

- D'inscrire à l'ordre du jour du prochain Conseil municipal la cession des quatre parcelles déclassées.  
Monsieur Gérard GLEIZE sort de la salle et ne prend pas part au vote (ni pour lui ni pour Christian LANIER).  
Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN ne prend pas part au vote (ni pour Florian CORDIER).

#### Vote du Conseil :

Pour : 19 Contre : 0 Abstentions : 0

#### 121-2023 Rectification – création d'une servitude de passage – M. et Mme Jean-Michel MANGIN

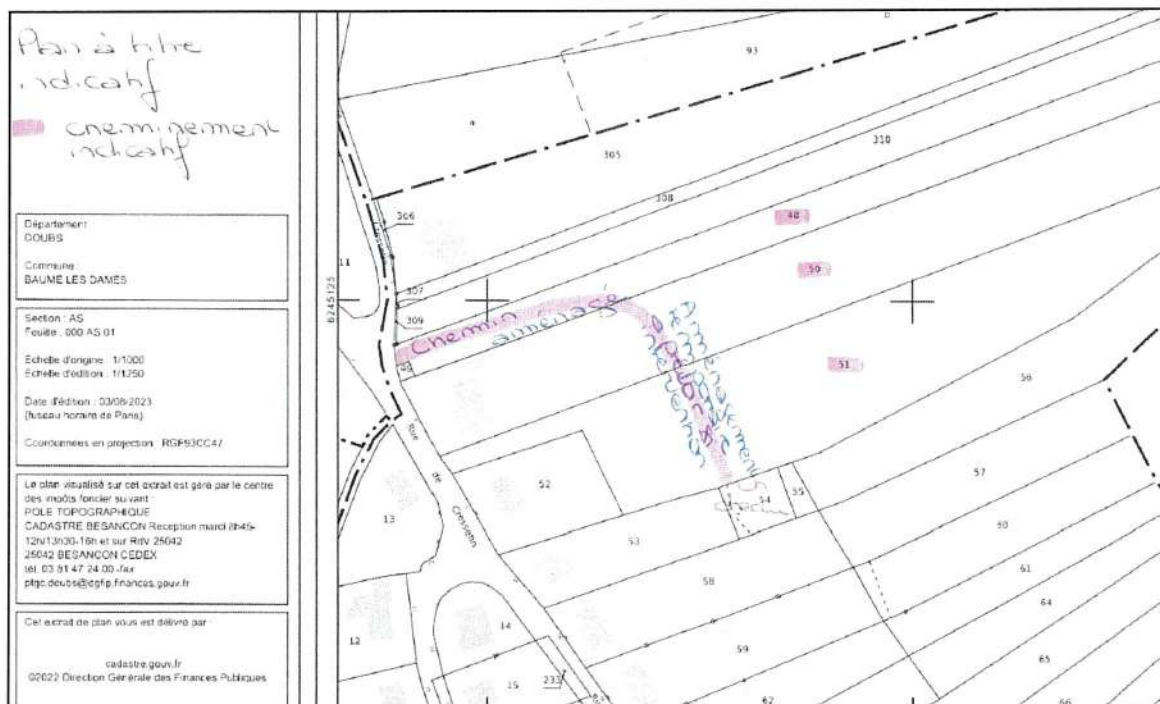
Suite à une erreur matérielle, il convient de reprendre la délibération n° n°H27/2023 du conseil municipal du 9 novembre 2023 ainsi : Lors de sa séance du 9 novembre 2023, le conseil Municipal a validé la création de la servitude selon la délibération suivante :

La commune a sollicité la mise en place d'une servitude de passage sur la propriété de Monsieur et Madame Jean-Michel MANGIN pour l'accès au château d'eau situé sur la parcelle cadastrée section AS n°54.

L'établissement de cette servitude se fera selon les modalités suivantes :

- Le passage se fera sur les parcelles cadastrées section AS n° 48, 50 et 51,
- Aucun aménagement spécifique n'est à ce jour prévu,
- En cas d'intervention d'engins pour des travaux de réfection du château d'eau, un aménagement temporaire sera installé aux frais de la commune sur les parcelles cadastrées section AS n°50 et 51,
- En cas de détérioration des aménagements lors d'une intervention des services ou d'un prestataire de la Ville, la remise en état sera prise en charge financièrement et matériellement par la Ville.

Aussi, l'établissement de la servitude de passage se fera à titre gracieux et ses frais seront pris en charge par la commune.



#### Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder, sans contrepartie financière, la création d'une servitude de passage sur les parcelles privées cadastrées section AS n°48, 50 et 51 dont les frais seront pris en charge par la commune,
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'acte et toutes pièces à intervenir.

#### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

#### 122-2023 Bilan de la concertation et arrêt des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAEr)

Par délibération en date du 09 novembre 2023, le Conseil Municipal avait fixé les modalités de la concertation en vue de la définition des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables (ZAEr) prévues par l'article 15 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Conformément à cette délibération :

- un dossier d'information sur les ZAEr envisagées par la Commune a été consultable du 1 décembre 2023 au 14 décembre inclus en mairie et sur le site Internet de la Ville,
- un registre de concertation disponible en mairie a permis au public de formuler ses observations,
- une adresse mail concertation@baumelesdames.org a également été créée,
- une réunion publique présentant le projet s'est tenue le 13 décembre 2023 à 20h30 en mairie,

Le bilan de cette concertation peut être synthétisé comme suit :

- 1 personne ayant consigné des observations sur le registre
- 10 courriers envoyés aux agriculteurs locaux,
- une trentaine de personnes présentes en réunion publique
- 6 contributions reçues via la consultation électronique



qu'à l'issue de la concertation, les zones d'accélération pour l'implantation d'installations renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes identifiées dans les cartes présentées. Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables selon les cartes jointes en annexes,
- D'autoriser Monsieur le Maire à notifier la présente délibération au référent préfectoral du Doubs pour les EnR, à la communauté de communes Doubs baumois et au PETR Doubs central.

Monsieur le Maire rappelle la visite du Préfet le 12 janvier 2024, pour la réunion « Planification et territorialisation de la transition écologique » à 17h00 à la CCDB. Il revient sur la réunion publique qui a eu lieu sur les ZAEnR le 13 décembre. Le principal sujet de débat concernait l'éolien. Aujourd'hui, aucun projet ne sera lancé sans les résultats du mât de mesure. Monsieur le Maire demande l'avis du Conseil Municipal sur la proposition à retenir : laisser le périmètre actuel ou procéder à une modification en laissant une distance de 800 mètres entre les dernières habitations et les éventuelles futures installations, comme l'impose la charte de la CCDB.

Madame Maud BEAUQUIER propose de suivre la charte de la CCDB.

Monsieur Frédéric SERGENT complète en indiquant qu'il faudra à la fois travailler sur le périmètre de potentielles installations mais aussi sur leur intégration paysagère. Il rappelle l'importance d'une concertation à l'échelle intercommunale.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de corriger la carte sur le projet éolien, en ajoutant une distance de 800 mètres à partir des habitations.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

### 123-2023 Rôle d'affouage 2023/2024

Conformément aux articles L. 243-1 à 3 et R. 243-1 à 3 du Code forestier et après vérifications de l'accomplissement des démarches administratives préalable des demandeurs pour l'inscription à l'affouage, la liste des affouagistes serait la suivante :

Civilité	Nom	Prénom
Monsieur	GIRARDET	Claude
Monsieur	MARCHEVET	Martial
Monsieur	MOUREY	Jean-Marc
Monsieur	ROUSSEL	Yves
Monsieur	VERNIZEAU	Paul
Monsieur	LAMBERT	Emmanuel
Monsieur	GOGAND	Samuel
Monsieur	MULHAUSER	Thierry
Monsieur	MOREL	Sylvain
Monsieur	STHOLL	Frédéric
Monsieur	MARECHAL	Alain
Monsieur	FLORI	Thierry
Monsieur	PETOT	Jonathan

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le rôle d'affouage pour la saison 2023/2024.

Monsieur Julien BOILLOT ajoute que toutes les portions d'affouage ont été attribuées.

Madame Emilie GOGAND sort de la salle et ne prend pas part au vote (ni pour elle ni pour Christelle LAMBERT).

**Vote du Conseil :**

Pour : 21 Contre : 0 Abstentions : 0

### 124-2023 Vente ilot C1 – SEDIA – Burger King

Lors de sa séance en date du 14 septembre 2023, les membres du Conseil Municipal se sont prononcés en faveur de l'installation de l'enseigne de restauration rapide, BURGER KING, sur le foncier dit « ilot C1 ». Ce projet se situe à l'entrée du nouveau quartier des « Dames du Quin » et s'inscrit dans l'extension d'une zone commerciale déjà existante.

A la suite de ce vote, l'enseigne, par l'intermédiaire de sa société Foncière Bertrand, a adressé une offre d'acquisition dont les éléments principaux sont repris ci-dessous :

- Parcelle cadastrée section AZ n°2 d'une superficie de 1 372 m<sup>2</sup>, matérialisée en rouge sur le plan ci-dessous,
- Prix d'acquisition de 75€ HT /m<sup>2</sup> soit la somme de CENT DEUX MILLE NEUF CENT EUROS HT (102.900€ HT), frais de notaire à la charge de l'acquéreur.

Parmi les conditions suspensives, les clauses suivantes seront intégrées au compromis de vente :

- Obtention par l'acquéreur des autorisations d'urbanisme (permis de construire, autorisation de travaux pour la réalisation de l'aménagement intérieur, autorisation pour la pose d'enseignes),
- Obtention par le vendeur d'une étude de sol (type G2AVP+PRO),
- Obtention par le vendeur d'un diagnostic de pollution confirmant l'absence de pollution des sols,
- Obtention par le vendeur d'un diagnostic amiante sur enrobés confirmant l'absence d'amiante,
- Obtention par le vendeur, à ses frais exclusifs, d'un plan de bornage et d'un document d'arpentage.



Il est ici précisé que des échanges sont en cours concernant le projet d'implantation du bâtiment et son accès, ces deux éléments ne sont donc pas définitifs et seront amenés à évoluer.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver la cession au profit de la société Foncière Bertrand, en vue de l'installation de l'enseigne Burger King,**
- **D'autoriser Monsieur le Maire et ses adjoints délégués à signer le compromis de vente et documents devant intervenir dans le dossier.**

Monsieur Frédéric SERGENT souhaite que la Ville soit vigilante sur l'accessibilité piétons et les liaisons douces situées dans le secteur de ce futur aménagement.

Madame Sylviane MARBOEUF demande que les limites de propriétés soient bien définies afin que l'entretien à venir des espaces verts appartenant à la Ville et ceux appartenant à Burger King soit clairement identifiés.

Madame Maud BEAUQUIER soutient la requête de Madame Sylviane MARBOEUF sur le futur aménagement de cette bande : il faudra penser à définir une délimitation précise.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0**

#### 125-2023 Adhésion au dispositif Territoires Engagés pour la Nature (TEN)

Territoires Engagés pour la Nature (TEN) est une initiative nationale pilotée par l'Office français de la biodiversité et animée en région par l'Agence régionale de la biodiversité Bourgogne Franche-Comté, qui vise à reconnaître des collectivités volontaires qui s'engagent à mettre en œuvre des projets en faveur de la biodiversité. TEN est ouvert à toutes les communes et intercommunalités qui souhaitent faire de la biodiversité un marqueur fort de l'ensemble de leurs politiques publiques. Partant de ce fait, ce dispositif vise à faire émerger et à accompagner des projets concrets pour les 3 prochaines années.

Pour ce faire, il s'agit de proposer au moins une action par thématique « Aménagement », « biodiversité locale » et mobilisation » telles que la plantation de haies et d'arbres, la révision du PLU, la formation « biodiversité » des élus et agents ou l'organisation de chantiers participatifs.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver l'adhésion au dispositif TEN**
- **D'autoriser Monsieur le Maire et ses adjoints délégués à proposer et à mettre en œuvre au moins une action par thématique, à promouvoir la stratégie nationale pour la biodiversité et à partager l'expérience de Baume les Dames en faveur de la biodiversité avec l'ensemble des acteurs régionaux.**

Monsieur le Maire ajoute qu'il n'était pas nécessaire de délibérer, mais c'est un choix de la collectivité pour mettre en valeur cette labellisation, reflet positif pour la Ville. Il s'agit d'un bel engagement.

**Vote du Conseil :**

**Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0**

#### 126-2023 Vente d'un terrain à la SCI GALAXIE (Nuances Plus)

La Ville de Baume les Dames est propriétaire des parcelles cadastrées AY 131 et AY 133.

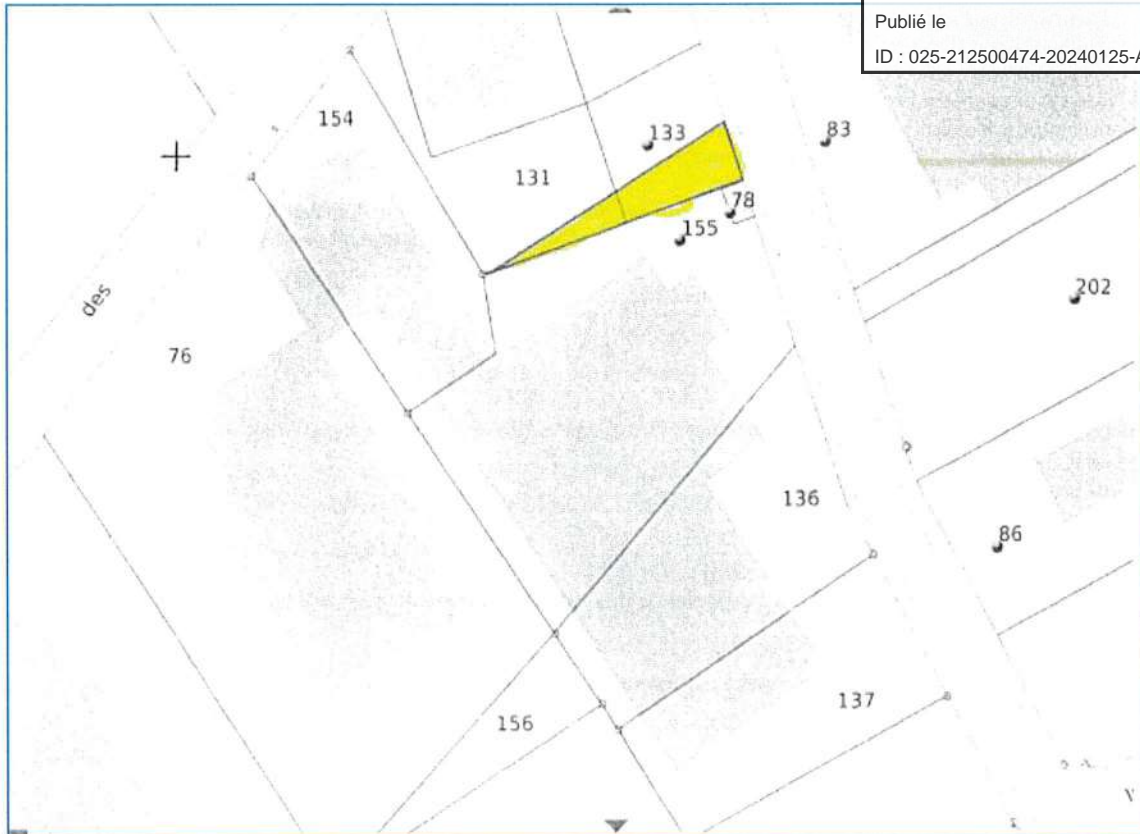
A cet égard, la SCI GALAXIE, dont le siège social est sis 10 Rue des Bouvreuils a sollicité la Commune pour demander la cession d'une partie de ces deux parcelles (en jaune sur le plan ci-dessous) afin de créer une extension de bâtiment, construction d'environ 130 m<sup>2</sup> rue des Chevriers pour la société NUANCES +.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 14 €/m<sup>2</sup> soit 1 820 € pour 130 m<sup>2</sup> (estimation des domaines en annexe).

Madame PRENANT, gérante de la SCI GALAXIE et de la SARL Nuances + a proposé une offre à 2 000 € pour 130 m<sup>2</sup>.

Par courrier du 02 novembre 2023, une proposition a été faite à Madame PRENANT pour la somme de 2 000 € pour une surface de 130 m<sup>2</sup>, frais de bornage et de notaire à sa charge. La proposition a été acceptée par cette dernière le 14 novembre 2023.





Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette cession au profit de la SCI GALAXIE,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir à tous les stades de la procédure et à signer tout acte inhérent à cette cession.

Madame Sylviane MARBOEUF précise qu'il s'agit d'une extension et de l'isolation du bâtiment.

Monsieur le Maire souligne que cette entreprise est en pleine expansion et que cette extension permettra d'accompagner son développement.

**Vote du Conseil :**

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

## RESSOURCES HUMAINES

### 127-2023 Convention cadre du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale

**Le Maire rappelle à l'Assemblée :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

**Vu le code général de la fonction publique,**

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Les Centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale, appelés couramment « CDG », sont des établissements publics locaux administratifs créés par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui a donné naissance à la fonction publique territoriale. Il en existe un par département. Ils sont gérés par les employeurs territoriaux (maires, présidents d'établissements publics, etc.).

Ils ont vocation à participer à la gestion des agents territoriaux et au développement des ressources humaines des collectivités affiliées. Le CDG apporte ainsi aux collectivités territoriales et établissements publics affiliés son assistance et son expertise en gestion des ressources humaines.

A cet effet, le CDG assure pour ses collectivités et établissements obligatoirement affiliés les missions obligatoires suivantes :

- o l'organisation des concours et examens professionnels
- o la publicité des listes d'aptitude et des tableaux d'avancement
- o la publicité des créations et vacances d'emplois (la tenue de la « bourse de l'emploi »);
- o le fonctionnement des instances consultatives comme les commissions administratives paritaires, les commissions consultatives paritaires, le conseil de discipline ou le comité technique et le CHSCT ;
- o la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emplois;
- o le redassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.
- o l'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité
- o les secrétariats des instances médicales (la commission de réforme et le comité médical)
- o le calcul du crédit de temps syndical et le remboursement des charges salariales afférentes à l'utilisation de ce crédit.
- o le conseil juridique, y compris pour la fonction de référent déontologue

- l'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité de l'établissement d'origine
- l'accompagnement à l'instruction des dossiers de retraite,
- l'accompagnement personnalisé des agents pour l'élaboration de leur projet professionnel.

Les dépenses supportées par le CDG25 pour l'exercice des missions obligatoires sus énumérées sont financées par une cotisation obligatoire versée par les collectivités et établissements affiliés assise sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de ces collectivités et établissements.

Par ailleurs, au-delà de ces missions, le CDG 25 a développé au gré des évolutions législatives et des besoins exprimés par les collectivités et établissements des missions complémentaires, afin de répondre à une demande croissante d'accompagnement :

- La rédaction des actes
- Le conseil en gestion de situations complexes
- Le conseil et l'assistance contentieux
- Les médiations
- Les enquêtes administratives
- Le bilan des ressources humaines
- Le conseil en organisation / l'audit RH
- La réalisation des paies
- La gestion des allocations chômage
- L'assurance statutaire
- La médecine agréée et de contrôle
- Les conseils et avis déontologiques (élus)
- Le dispositif de signalement d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes
- L'agence d'intérim
- Le conseil en recrutement
- Le conseil en évolution professionnelle et l'accompagnement aux mobilités
- La médecine préventive
- Le conseil en prévention
- L'inspection en santé et en sécurité au travail
- La psychologie du travail
- L'ergonomie du travail
- La protection sociale complémentaire

Les dépenses supportées par le CDG25 pour l'exercice de ces missions complémentaires sont financées soit par le versement de cotisations additionnelles soit par une contribution à l'acte.

L'adhésion aux missions complémentaires nécessite l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou de l'établissement et la signature d'une convention.

Le CDG 25 propose l'adoption d'une convention-cadre, regroupant l'ensemble des missions, valable 6 ans et renouvelables de manière tacite, remplaçant l'ensemble des conventions conclues jusqu'à ce jour.

Cette convention-cadre permet de recourir à tout moment à l'une ou l'autre des missions complémentaires proposées par le CDG 25.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'approuver l'adhésion de la Collectivité au panel de missions complémentaires proposées par le CDG 25 à compter du 01/01/2024 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente,**
- **D'inscrire les crédits nécessaires au budget principal.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0**

#### 128-2023 Prime Pouvoir d'achat

**Le Maire rappelle à l'Assemblée :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable de principe du comité social territorial en date du 07/11/2023,

Le Maire expose que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire.

Pour être éligibles à la prime, les agents doivent :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute ne dépassant pas 39.000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 (soit 3.250 euros en moyenne par mois), sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (Gipa) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

La prime prévue est versée par :

- l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023 ;
- chaque employeur public, lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

L'organe délibérant de la collectivité détermine le montant de la prime, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers.

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la



rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période par la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024.

#### Il est donc proposé au Conseil Municipal :

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents qui remplissent les conditions réglementaires selon le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	Jusqu'à 300 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	Jusqu'à 200 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	Jusqu'à 100 €

- L'attribution de la prime à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel.
- Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

60% des agents sont concernés par le montant de prime le plus élevé.

L'ensemble de ces primes représente un coût global de plus de 10 000€ pour la collectivité.

#### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

#### 129-2023 Mise à jour du règlement intérieur

##### Le Maire rappelle à l'Assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu l'avis favorable de principe du comité social territorial en date du 07/11/2023,

Le Maire expose le besoin d'apporter des mises à jour au Règlement intérieur, mis en place en janvier 2022, concernant les points suivants :

##### Mises à jour réglementaires :

- Remplacement du terme "Comité Technique" par "Comité Social Territorial"
- Modification du règlement intérieur soumis au Comité Social Territorial placé au Centre de Gestion
- Rappel de la législation concernant l'autorisation du report de congés
- Proratisation des jours de Congés Enfant Malade selon le cycle de travail de l'agent

##### Mise à jour de l'organisation des services :

- Horaires fixes et variables pour le Service Médiathèque,
- Plannings spécifiques pour les missions occasionnelles des Services Techniques (balayeuse, sécurisation des traversées scolaire...)

##### Retranscription écrite de règles tacites déjà en place dans la collectivité :

- Majoration du temps d'astreinte pour les agents habitants à plus de 30 km de Baume les Dames,
- Possibilité de régularisation du temps de travail négatif par un congé,
- Horaires de début des heures supplémentaires
- Validation du prévisionnel de congés plus en amont pour les agents souhaitant poser les vacances d'hiver
- Restitution et accès au matériel appartenant à la Ville lors des départs ou d'arrêt maladie prolongé

##### Ajout d'explications pour une meilleure compréhension des règles :

- Autorisation du paiement ou de récupération des heures supplémentaires effectuées
- Possibilité de poser des heures de récupération sur les plages fixes du service (plutôt qu'une demi-journée)
- Validation préalable pour les dépôts sur CET pour assurer le droit à congés et éviter les risques psychosociaux
- Octroi du jour de congé exceptionnel pour les concours et examens
- Reformulation des justificatifs de demande de congés exceptionnels
- Explication sur la gestion des absences en cas de grève (absence en demi-journée ou journée complète avec retenue sur salaire ou quelques heures via les heures supplémentaires justifiées de l'agent)

##### Ajout d'informations générales sur les collectivités pour informer davantage les agents :

- Evaluation (entretien professionnel)
- Arrêt maladie (jour de carence, plein traitement, demi-traitement)
- RIFSEEP
- Les déplacements (remboursements des frais de transports, organisation)
- Les formations
- Le CNAS
- La déclaration des accidents de travail

Si ces modifications sont validées, elles prendraient effet à partir du 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

ID : 025-212500474-20240125-A02\_2024-DE

Berger  
Levrault

Les règles tacites ajoutées et les ajouts d'explications sont nés des différents échanges que la collectivité a eus avec les agents au cas par cas depuis sa mise en place en 2022.

La direction s'est ensuite réunie avec le service ressources humaines pour les retranscrire et ainsi améliorer et mettre à jour le règlement intérieur dans le but d'informer au mieux les agents sur les règles, droits et obligations au sein de la collectivité. **Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications apportées au Règlement Intérieur pour une date d'effet au 01/01/2024.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0**

## INFORMATIONS

**La séance est levée à 22h45.**

---